



Dans le cadre de la présentation du rapport annuel de la Commission bancaire 2009, M. Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France, Président de l'Autorité de contrôle prudentiel a souligné l'importance des réformes réglementaire et institutionnelles engagées ou réalisées en 2009 :

- le renforcement de la réglementation prudentielle a été présenté par le Comité de Bâle. Les principales propositions ont été publiées en décembre 2009. La réforme envisagée vise à renforcer la robustesse des établissements de crédit selon cinq principaux axes (une amélioration de la couverture des risques de contrepartie et de marché ainsi que de ceux découlant de la titrisation, la mise en place d'un régime harmonisé de surveillance prudentielle du risque de liquidité, l'amélioration de la qualité des fonds propres de base en vue notamment de privilégier les instruments les plus purs, en termes notamment de capacité d'absorption des pertes, la mise en place d'un provisionnement prospectif destiné à obtenir les effets du cycle économique, l'élaboration, sous réserve de faisabilité sur le plan comptable, d'un ratio de levier venant en complément, et non en substitution, du ratio actuel assis sur les encours pondérés. Les services de la Banque de France et de l'Autorité de contrôle prudentiel participent activement aux travaux menés en la matière en vue de trouver un équilibre optimal d'ici à la fin de l'année 2010, pour une mise en œuvre d'ici fin 2012.

- les évolutions institutionnelles en cours, en termes de supervision, vont contribuer à renforcer l'efficacité du contrôle des établissements de crédit et plus généralement de la supervision financière, micro et macro-prudentielle. Un système dual dont la mission fondamentale sera d'assurer la stabilité financière va être mis en place à compter de 2011, au niveau européen et au niveau national.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Entrée en vigueur du projet SURFI

A partir du 30 juin 2010, SURFI (Système Unifié de Rapport Financier) va succéder à BAFI, en vigueur depuis 1993, entraînant un changement majeur du système de collecte des informations auprès des agents financiers. L'objectif de SURFI est triple : il vise à harmoniser les reportings monétaires et bancaires adressés aux autorités de contrôles, à alléger la charge déclarative des établissements et à moderniser le format de déclaration en adoptant un nouveau standard informatique, le XBRL. L'instruction introductive 2009-02 du 19 juin 2009 relative à la mise en place de SURFI fixe le nouveau système de remise, les formats de tableaux et les seuils de remise associés. Dans les départements et les collectivités d'outre-mer, SURFI succède en partie aux conventions de place qui liaient les établissements de crédit ultra-marins à l'IEDOM et l'IEOM. Désormais, toutes les déclarations transiteront par le portail unique SURFI.

Protection des consommateurs

La récente création de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) a notamment élargi son domaine de compétences à la protection du consommateur. Dans ce cadre, l'ACP et l'Autorité des marchés financiers (AMF) ont signé le 30 avril 2010 une convention pour instaurer un point d'entrée unique de l'ensemble des demandes du public en matière de banque, d'épargne et d'assurance, dénommé « Assurance Banque Epargne Info Service ».

Opérationnel à compter de juin 2010, ce point d'entrée unique se présente sous la forme d'un site internet <http://www.abe-infoservice.fr>, d'un accueil téléphonique et une adresse postale, mais exclut tout accueil physique. Il a vocation à informer et à orienter le public concernant les relations contractuelles et les démarches à effectuer. Le site internet publie la liste des acteurs et produits autorisés, alerte et met en garde le public contre les pratiques de certains établissements et offre enfin des conseils pratiques.

Fonds de résolution des défaillances bancaires

La Commission européenne propose que l'Union européenne se dote d'un réseau de fonds de résolution des défaillances bancaires financés par les banques afin que le contribuable ne subisse plus le coût du sauvetage du secteur bancaire. Cette proposition sera soumise à l'approbation du prochain Conseil européen des 16 et 18 juin prochain avant présentation au sommet du G20 de Toronto des 26 et 27 juin.

Le communiqué de la Commission est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/bank/crisis_management/index_fr.htm

Régions ultrapériphériques (RUP)

Le premier forum de l'ultrapériphérie européenne s'est tenu à Bruxelles les 27 et 28 mai 2010. Il fait suite à la conférence ministérielle sur les RUP de Las Palmas (Gran Canaria) du 7 mai 2010 avec présentation d'un Memorandum des Etats membres sur les RUP à l'horizon 2020.

De plus amples informations sur ce forum ainsi que l'étude sur « Les régions ultrapériphériques – régions d'Europe, d'atouts et d'opportunités » sont disponibles en téléchargement sur :

http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/rup2010/index_en.htm

L'activité économique cesse de se dégrader

Le premier trimestre de l'année 2010 est marqué par une stabilisation relative de l'économie réunionnaise à un niveau d'activité inférieur à celui observé avant la crise.

L'indicateur du climat des affaires confirme cette évolution. Au premier trimestre, il a progressé à un rythme nettement inférieur à celui enregistré au cours du second semestre 2009. En outre, l'ICA demeure en dessous de sa moyenne de longue période.

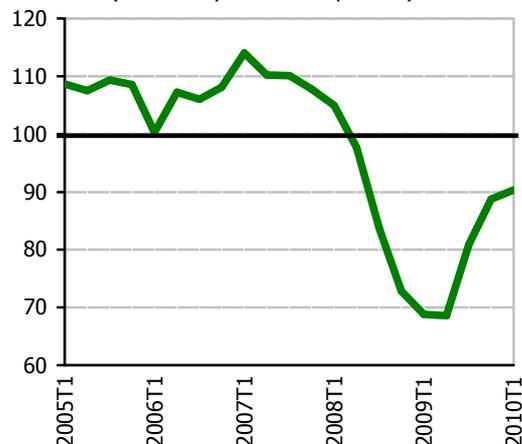
Par ailleurs, cette stabilisation de l'activité est observable dans l'ensemble des secteurs marchands. La consommation des ménages poursuit sa progression observée fin 2009. Elle reste toutefois en retrait par rapport aux niveaux enregistrés avant la crise.

L'investissement marque de nouveau le pas sur le trimestre. Sous l'effet conjugué de la morosité économique et du manque de visibilité lié aux échéances électorales, les intentions d'investir se contractent une nouvelle fois.

Enfin, le marché de l'emploi continue de se dégrader après plus de deux ans de hausse consécutive du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A enregistrés à Pôle emploi.

Indicateur de climat des affaires à La Réunion

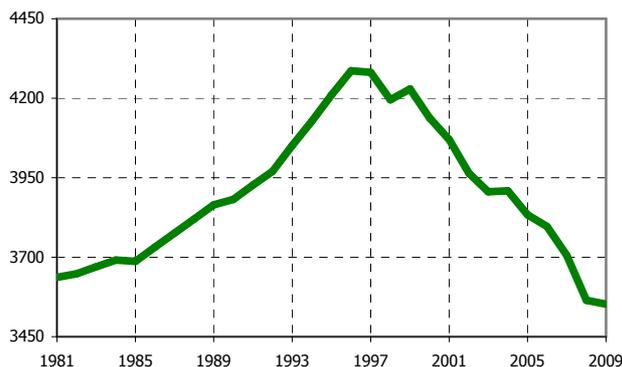
(100 = moyenne sur la période)



Source : Enquête de conjoncture - Iedom

Le réseau bancaire réunionnais

Evolution du nombre d'habitants par guichets bancaires à la Réunion



Source : Iedom

Au sein des différentes régions du département, la région Nord apparaît mieux équipée en agences bancaires que les autres régions de l'île, avec 2.067 habitants par agence bancaire contre 5.433 pour la région Est. Néanmoins, la commune présentant le meilleur taux d'équipement est la commune de Salazie (2.300 habitants par guichet avec deux agences bancaires ou postales) et celle la moins bien équipée étant celle de l'Entre-Deux (5.965 habitants par guichet avec une seule agence bancaire ou postale).

Rapide développement des guichets et distributeurs automatiques

Avec 485 automates bancaires installés dans le département par les différents réseaux bancaires à fin 2009 contre 466 à fin 2008, le département apparaît relativement bien 'équipé' (pour mémoire, le premier 'Gabier' installé dans l'île remonte à l'année 1983). 19 nouveaux automates ont été mis en place au cours de l'année 2009, après 17 l'année précédente. Le niveau d'équipement en guichets et distributeurs automatiques de billets à la Réunion (1.685 habitants par automate en 2009) est néanmoins un peu plus élevé que la moyenne nationale (1.317 habitants par DAB-GAB en 2006 pour la France entière). Les taux d'équipement en automates diffèrent sensiblement selon les zones géographiques.

Nombre d'habitants par DAB-GAB par zone géographique du département

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Région Nord	1 967	1 833	1 683	1 588	1 523	1 402	1 390	1 433	1 339
Région Est	3 107	2 755	2 690	2 741	2 380	2 175	2 076	1 984	1 997
Région Ouest	2 699	2 208	1 954	1 894	1 813	1 724	1 707	1 634	1 642
Région Sud	3 169	2 724	2 512	2 258	2 194	2 009	1 997	1 901	1 864

Extrapolation des populations par zone à partir des enquêtes INSEE de 1999 et 2006

Les régions Est et Sud apparaissent un peu moins équipées que les autres parties de l'île. La région Nord qui regroupe les principales administrations, affiche à l'inverse un niveau d'équipement en automates bancaires (1.339 habitants par automate en 2009) proche de la moyenne nationale.

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-avril 2010 Métropole et DOM – avril 2010	123,1	+ 0,3 %	+0,8 % + 1,7 %
RMI (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – avril 2010 Cumul des prestations versées (millions d'€)	70 132 132,2	- 0,4 %	- 2,4 % + 2,4 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations – avril 2010 (en cumul - millions d'€) Exportations – avril 2010 (en cumul - millions d'€) Taux de couverture	1 235 80 6,5 %	- - -	+ 2,9 % - 6,3 % - 0,6 pt
Chômage DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : avril 2010	106 944	- 0,2 %	+ 17,0 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic Maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) mars 2010 Cumul 2010	280 732 1 036 887	- 13,6 % -	- 3,2 % + 12,0 %
Trafic Aéroportuaire	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds avril 2010 Cumul 2010	132 942 615 049	- 14,3 % -	+ 12,7 % + 15,3 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker – (millions d'euros) avr. 2010 Cumul 2010 (millions d'euros) Importation de ciment/clinker – (milliers de tonnes) avr. 2010 Cumul 2010 (milliers de tonnes) Effectifs salariés du BTP à fin avril 2010	1,1 9,2 9,6 122,6 16 962	- 10,2 % - - 11,1 % - - 1,3 %	- 74,7 % - 6,6 % - 83,5 % - 3,8 % - 18,2 %

Plusieurs quotidiens nationaux imprimés à La Réunion

Après le Canard enchaîné en avril 2010, le journal Le Monde daté du 1^{er} juin a été imprimé et vendu le 31 mai 2010 à 17 heures à La Réunion, soit deux heures avant la métropole. L'acquisition de la « première rotative digitale de France et de l'océan Indien » à la pointe de la technologie (3 millions d'€) permet à RotOcéan, filiale de Graphica Imprimerie, d'imprimer un quotidien national, quel que soit son format, à une très grande vitesse et sans limites concernant le nombre d'exemplaires. L'imprimeur réunionnais a également passé des accords avec d'autres grands titres nationaux tels que Libération, Le Figaro, la Croix et l'Equipe.

Outre la suppression des deux jours de retard pour la parution, le prix des journaux pourrait diminuer grâce à la suppression du transport aérien. C'est d'ores et déjà le cas pour le journal Le Monde (1,90 € contre 2 € auparavant et 1,40 € en métropole).

Veolia Eau remporte le contrat de concession de la station d'épuration du Grand Prado

La construction d'une station d'épuration des eaux usées au lieu dit « le Grand Prado », sur la commune de Sainte-Marie, va démarrer au 2^{ème} semestre 2010 et sera mise en service en 2013. Cette nouvelle station satisfait aux dispositions de la Directive Européenne « Eaux résiduaires urbaines », grâce à une épuration poussée des eaux usées et à un dimensionnement conçu pour anticiper les besoins d'une population en croissance constante. Elle aura ainsi une capacité initiale de 160 000 équivalents habitants, permettant ultérieurement une extension à 235 000 équivalents habitants. Le projet répondra à la norme de qualité des eaux urbaines en zone sensible, ainsi qu'à celle de la qualité bactériologique des eaux de baignade. Il repose sur un concept zéro nuisance (bruit et odeurs), le respect d'une charte « chantier vert » pour le volet construction et un partenariat avec l'Office Réunionnais de l'Air qui organisera pendant l'exploitation un jury de « nez » bénévoles avec les riverains du site.

La Communauté Intercommunale Nord Réunion (CINOR), autorité responsable de l'assainissement des eaux usées des communes de Saint-Denis, de Sainte-Marie et de Sainte-Suzanne (environ 190 000 habitants), a confié, le 27 mai 2010, le contrat de concession - comprenant la conception, le financement, la construction et l'exploitation, pour une période de 20 ans à Veolia Eau dans le cadre d'un groupement d'entreprises. Ce contrat, remporté à l'issue d'un appel d'offres international, représente 75 millions d'euros pour la construction de l'usine sans toutefois inclure le réseau de transfert des eaux usées vers la station.

Avec l'acquisition de Quartier Français, le groupe Tereos va développer la filière canne-sucre à La Réunion

Au 1^{er} juin 2010, le groupe Tereos a pris le contrôle de la totalité des usines sucrières de La Réunion. L'avis favorable de l'Autorité de la Concurrence, a permis au groupe d'acquiescer 67,1 % de la Société Sucrière de Quartier Français. Les actifs sucriers de la Société sont ainsi regroupés au sein de Tereos International filiale du groupe Tereos. Cette acquisition permet de consolider l'approvisionnement de la raffinerie de Tereos située à Olmedo en Espagne et la fourniture de sucres spéciaux de haute qualité utilisés notamment pour la production des marques La Perruche et Blonvilliers.

Le groupe Tereos garde sa participation dans la centrale thermique du Gol qui, avec celle de Bois Rouge, fournit 60 % de la totalité de l'électricité produite sur l'île, mais va céder le pôle spiritueux de Quartier Français ainsi que la Société Mascarin.

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)					
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

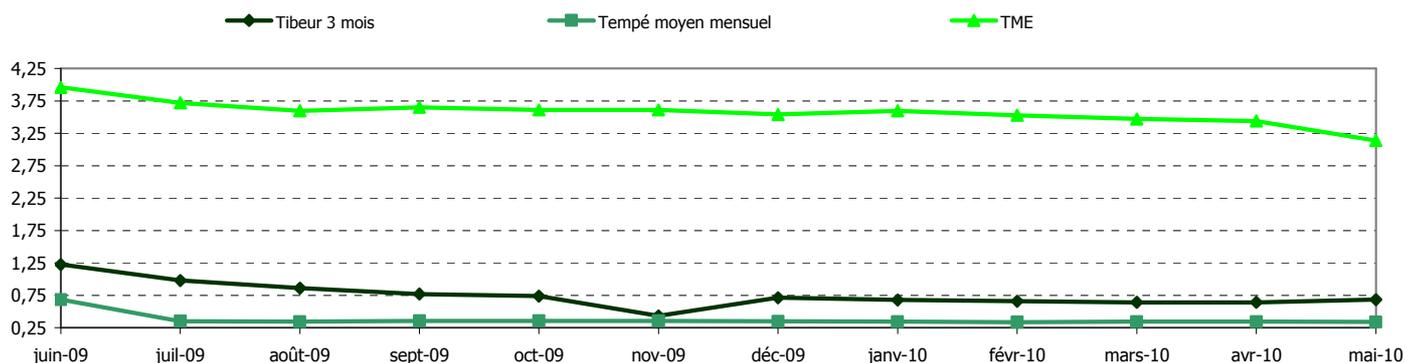
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (mai 2010)			
Février	Mars	Avril	Mai	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3346%	0,3434%	0,3453%	0,3386%	0,4230%	0,6860%	0,9820%	1,2490%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Février	Mars	Avril	Mai	Février	Mars	Avril	Mai
3,53%	3,47%	3,44%	3,14%	3,73%	3,67%	3,64%	3,34%

Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,29%			
Prêts à taux variable		5,72%			
Prêts relais		6,25%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,63%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,45%	Découverts en compte (1)		13,33%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,85%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

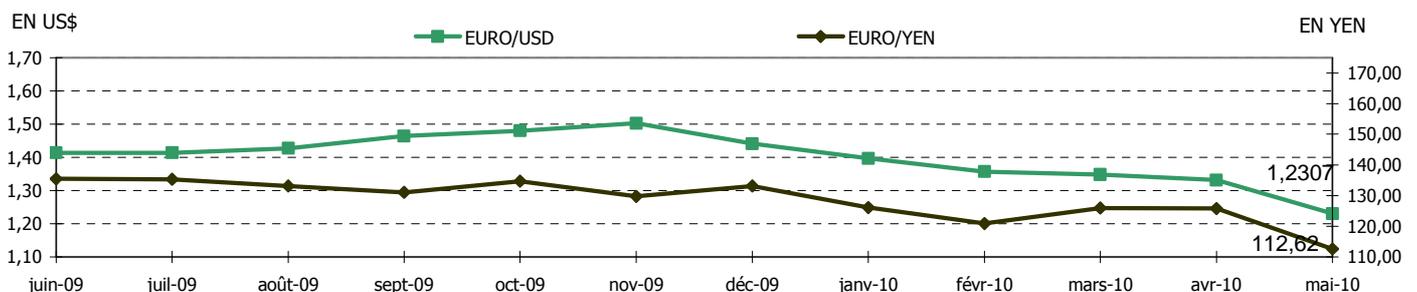
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2307	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,4552	EURO/SRD (Surinam)	3,37330
EURO/JPY (Japon)	112,6200	EURO/BWP (Botswana)	8,64270	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,19970
EURO/CAD (Canada)	1,2894	EURO/SCR (Seychelles)	15,3852	EURO/DOP (Rép. Dom.)	45,4324
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,84860	EURO/MUR (Maurice)	40,8832	EURO/BBD (La Barbade)	2,45780
EURO/SGD (Singapour)	1,7225	EURO/BRL (Brésil)	2,2343	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,81580
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,5905	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,18780	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2605,48	EURO/XCD (Dominique)	3,3180	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4, Rue de la Compagnie 97400 Saint-Denis

Achévé d'imprimer le 9 juin 2010 - Dépôt légal : juin 2010 - ISSN 1240 - 3857